F.S.U.

Engagé·es au quotidien

DÉCLARATION LIMINAIRE

Conseil d'administration de l'AEFE du 18 novembre 2026

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'administration,

La grève du 17 novembre s'inscrit dans un cadre général en intersyndicale de la Fonction publique et en inter professionnel. A l'AEFE, ce n'est pas un coup de colère passager. **Les personnels vous font savoir, une fois de plus, qu'ils n'en peuvent plus d'être les variables d'ajustement d'une politique de désengagement de l'État et de démantèlement progressif de l'AEFE**.
Réforme imposée de l'avantage familial et des majorations familiales, suppression de 31 postes de détachés non vacants dans les établissements conventionnés, bornage des détachements, blocage des négociations salariales pour les personnels de droit local : **les attaques se multiplient et les victimes sont les personnels, les élèves et les familles**.

Et le pire serait encore à venir.

Derrière les pistes de réforme évoquées avec les parlementaires se dessine un véritable changement de modèle : remise en cause du statut de résident, évolution des durées de détachement, modification des statuts des établissements, refonte des contributions financières, création d'une fondation pour attirer des financements privés, révision du système des bourses.
En clair, moins d'État, moins de personnels, moins de droits et toujours plus de contraintes financières pour les établissements et les familles.

Est-ce là le projet d'avenir proposé pour l'AEFE ?

Les postes disparaissent, les équipes s'épuisent, la qualité de l'offre pédagogique se détériore, les effectifs par classe augmentent et les frais de scolarité flambent. Et l'on voudrait nous faire croire qu'il s'agit de moderniser le réseau !
On ne réforme pas un service public en l'asphyxiant financièrement. On ne renforce pas un réseau en supprimant les personnels qui le font vivre. La Direction générale de l'opérateur public n'est pas là pour défendre les établissements partenaires et les comités de gestion. C'est **la conduite de l'opérateur et des missions de service public qui doit retrouver la priorité,** dans l'intérêt du réseau tout entier.
Du 3 au 10 décembre prochain, les personnels de l'opérateur public voteront, comme l'ensemble de la Fonction publique, aux élections professionnelles. Malheureusement, ce moment important de la vie démocratique s'inscrit pour l'Agence dans un contexte très anxiogène. Il faut tout faire pour que la participation soit forte, les idées entendues, elles seront portées par les représentant·es élu·es.
Les lignes de la FSU sont claires sur tous les sujets : **nous refusons que l'AEFE soit progressivement transformée en coquille vide,** contrainte de compenser le désengagement de l'État par les contributions des familles, les financements privés et la dégradation des droits des personnels.
Par ailleurs, la forme que prend le projet d'avenir ne nous convient évidemment pas. Aujourd'hui, les élu·es des personnels n'ont **AUCUNE information ni aucune convocation à échanger** sur des mesures. Au printemps dernier nous avons pris notre part à la DGM pour porter nos revendications et échanger. **Aujourd'hui, sommes-nous à ce point méprisés pour disparaître totalement des échanges ?**

Où sont les grandes déclarations sur le dialogue social à l'arrivée du Directeur général. Les élu·es des personnels FSU ne sont pas dupes ! La méthode est inacceptable : décider d'abord, informer ensuite, et demander aux personnels de s'adapter toujours davantage.

La FSU exige l'arrêt de cette logique. Nous demandons des garanties sur les statuts et les droits des personnels, le maintien du statut de résident, l'arrêt des suppressions de postes, de véritables négociations pour les personnels de droit local et un engagement financier de l'État à la hauteur des missions de l'Agence.

Nous exigeons également que les organisations syndicales soient pleinement associées à toute réflexion sur l'avenir du réseau. Non pas pour cautionner des décisions déjà prises, mais pour peser réellement sur les choix à venir. **Dans le contexte politique actuel, toute décision marquerait un point de non-retour,** situation qui pourrait s'avérer extrêmement destructrice pour le réseau. **Pour la FSU, rien ne justifie un tel empressement à réformer l'Agence dans l'actuel contexte politique, sauf à vouloir détruire le réseau.**

Madame la Présidente, Monsieur le Directeur général de l'AEFE, arrêtez de décider seuls, et avec un tel calendrier, pour l'avenir de notre réseau.